

le surplus actuel de pétrole sera écoulé. Le pétrole constitue en effet près des trois quarts de son produit national brut, environ 90 % des revenus de l'État et la presque totalité des recettes d'exportation. Comme presque tous les revenus dérivés du pétrole viennent enrichir le Trésor de l'État, les dépenses du secteur public sont de loin le facteur le plus important de développement par le secteur non pétrolier. Comme le signalait le sous-ministre de la Planification l'été dernier, l'Arabie Saoudite pourrait répondre à ce besoin actuel avec seulement 6,8 millions de barils par jour.

Le Troisième plan quinquennal (de 1980-1981 à 1984-1985) met l'accent sur l'investissement dans l'infrastructure. Un réseau routier étendu, pouvant répondre aux besoins actuels du pays, est presque entièrement terminé. Les installations portuaires ont été améliorées et étendues au point que l'Arabie Saoudite possède maintenant une capacité portuaire excédentaire. L'expansion des services municipaux et d'utilités publiques a été relancée. Quant au secteur privé, il a largement dépassé ce qu'on attendait de lui dans les secteurs du logement, de la fabrication non pétrolière, des services et du commerce.

Dans le cadre du Deuxième plan de développement quinquennal, le PNB non pétrolier a crû en moyenne de 14,1 %. Ce progrès a été rendu possible grâce à de gros investissements de fonds publics ainsi qu'à la venue en Arabie Saoudite d'un nombre important de travailleurs étrangers. Au cours du Troisième plan, l'on espère ramener à 7 ou 10 % le taux d'inflation qui, au milieu des années 70, a atteint près de 30 %. Le revenu par habitant est passé d'environ 4 800 rials (1 360 \$ÉU) en 1975 à 8 200 rials (2 464 \$ÉU) en 1979, soit, en termes réels, une augmentation de 55 à 60 %. La richesse continue d'être concentrée entre les mains de quelques personnes, mais la situation dans l'ensemble s'améliore.

À cause des taux d'intérêt élevés versés à l'étranger, un montant considérable de capitaux a fui le pays en 1980-1981.

3. Planification nationale

Le Troisième plan de développement (1980-1985) prévoit des dépenses totales de 235 milliards de dollars, soit une hausse de 57 % par rapport aux 150 milliards de dollars que prévoyait le Deuxième plan de développement. En outre, 50 milliards de dollars ont été réservés pour tenir compte de l'inflation. Les objectifs du plan sont de (1) préserver les valeurs et la loi islamiques; (2) défendre la foi et la sécurité interne, (3) assurer un développement économique équilibré et (4) constituer une main-d'oeuvre indigène compétente. On prévoit une croissance de 15,8 % et un taux d'inflation de